

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

SGAR LOT 6 - CITE JUDICIAIRE Le Mans

Catégorie opération 2

1 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE
72000 LE MANS

TABLEAU DES REVISIONS

Indice	Date	Description
1	06/08/2025	Plan Général de coordination

SOMMAIRE

TABLEAU DES REVISIONS	2
0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC.....	5
0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC	5
0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC.....	5
0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC	5
0.4 EVOLUTION DU PGC.....	5
0.5 CONSERVATION DU PGC	5
0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION	5
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX.....	7
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	7
1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE	7
1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS	7
1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	8
1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE.....	9
1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE.....	9
1.7 DIVERS.....	9
2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	10
2.1 PLANNING	10
2.2 NATURE DE SOL.....	10
2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS.....	10
2.4 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE.....	10
2.5 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE	11
2.6 DIVERS.....	12
3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR	15
3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS.....	15
3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier	16
3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier	16
3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	16
3.2.1 Moyens de levage et de manutention.....	16
3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place	17
3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles	17
3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX	18
3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER	18
3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	19
3.5.1 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...).....	19
3.5.2 Travaux divers	19

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES.....	19
3.7 MUTUALISATION DES MOYENS	19
3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER	20
3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ.....	21
3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS	21
4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	22
5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT	23
5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX	23
5.2 CANTONNEMENTS.....	23
5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES	23
5.3.1 Mise en place bungalows	24
5.3.2 Cantonnement à étages.	24
5.3.3 Installation électrique.....	24
6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE	25
6.1 ORGANISATION.....	25
6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	25
6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé	25
6.2.2 Interdiction de fumer	25
7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	26
7.1 PPSPS	26
7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE	26
7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	26
8 Annexes	27
Panneau : En cas d'accident.....	27

0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

0.4 EVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Eviter les risques.
- 2 – Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.
- 4 – Adapter le travail à l'homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.

- 5 – Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, l'influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

SGAR LOT 6 - CITE JUDICIAIRE Le Mans

1 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE
72000 LE MANS



1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

Description

Restructuration d'une partie de la Cité Judiciaire – LE MANS (72)

Voir les plans du projet et l'ensemble des CCTP des différents lots

1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS

Maître d'Ouvrage	DRFIP BRETAGNE AVENUE JANVIER 35021 RENNES CEDEX	
Architecte	BOULET ARCHITECTES 45 rue Martin Luther King	TEL : 02 99 65 74 26

	BP 19234 Cedex 9 35092 RENNES	
Maître d'Oeuvre Exécution	BETEM 107 avenue Henri Fréville 35200 RENNES	TEL : 02 99 27 54 70 FAX : 02 99 36 88 09
CSPS	QUALICONSULT SECURITE (SPS) Agence Du Mans 46, rue du Moulin aux Moines 72650 LA CHAPELLE SAINT AUBIN	TEL : 06 98 93 74 53
Inspection du travail	INSPECTION DU TRAVAIL 19 BOULEVARD PAIXHANS CS 41822 72018 LE MANS CEDEX 2	TEL : 02 72 16 44 00 FAX : 02 72 16 44 60
OPPBTP	OPPBTP PAYS DE LA LOIRE 275, Boulevard Marcel Paul 44800 SAINT HERBLAIN	TEL : 02 40 49 68 02
CARSAT	CARSAT PAYS DE LA LOIRE 2 Place de Bretagne 44932 NANTES	TEL : 09 71 10 39 60

Lot(s) sans entreprise à ce stade :

- N°01 - Installation de chantier Démolition
- N°02 - Cloisons-Doublages
- N°03 - Menuiseries intérieures
- N°04 - Sols
- N°05 - Faux-plafonds
- N°06 - Peinture
- N°07 - Serrurerie
- N°08 - Electricité CFO CFA
- N°09 - CVC PB
- N°10 - Signalétique

Voir liste des intervenants / Déclaration préalable, en annexe du présent PGC

1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le [Non renseigné] pour une durée de 18 mois, y compris la période de préparation.

L'effectif prévisionnel sera de 8.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 2 au sens de l'article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

Mode de dévolution des travaux : Lots séparés

Mode de passation des marchés : Public

1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE

L'emploi de personnel intérimaire est **STRICTEMENT INTERDIT** pour les travaux sur des matériaux amiantés. Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante qui interviendra sur le chantier devra avoir été agréée par le maître d'ouvrage (ou son représentant).

Le coordonnateur SPS n'effectuera l'inspection commune avec l'entreprise qu'après avoir été averti de l'obtention de l'agrément.

Il ne pourra pas être fait appel à de la sous-traitance au-delà du deuxième rang.

Le recours au prêt de personnel ne pourra se faire qu'exceptionnellement et dans le strict respect des procédures légales existantes.

La non observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d'ouvrage, l'exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

1.7 DIVERS

Sans objet.

2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

2.2 NATURE DE SOL

2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

Chaque entreprise pourra consulter les D.O.E des ouvrages de construction en cas de nécessité.

Pour mémoire: nouvel arrêté à prendre en compte

Arrêté du 22 décembre 2015 relatif au contrôle des compétences des personnes intervenant dans les travaux à proximité des réseaux et modifiant divers arrêtés relatifs à l'exécution de travaux à proximité des réseaux

-Consignation, de tous les réseaux, formalisée par écrit, purges des tuyaux etc....

2.4 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE

Disposition principale

Le chantier devra être maintenu clos et indépendant en sa périphérie dès la première intervention sur le site d'une entreprise liée au programme des travaux.

Gabarit à respecter

Les entreprises concernées prendront contact avec les services compétents de la voirie, afin de connaître les gabarits admissibles sur les voies empruntées (mis en annexe au PPSPS). Elles prendront aussi en compte les lignes aériennes, et tout élément susceptible d'occasionner une gêne (Conformément au code de la route et arrêtés des services de voirie) Mise en place de panneaux type code de la route si nécessaire.

Charge admissible

Les entreprises concernées prendront contact avec les services compétents de la voirie, afin de connaître les charges admissibles sur les voies empruntées par les divers véhicules de chantier (mis en annexe au PPSPS) conformément au code de la route et arrêtées des services de voirie. A charge de chaque entreprise de les respecter, mise en place de panneaux type code de la route si nécessaire.

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
PIC (plan d'installation de chantier)	Définir sur le PIC la localisation de la base-vie, les points de raccordements. Les zones de stockages.	A définir en phase préparation du chantier avec la MOE et CSPS	LOT 01	LOT 01
Clôture	Clôtures de chantier extérieures type heras Clôtures pour isoler les zones de chantier dans le bâtiment en panneaux OSB de 2 m de Haut	En peripherie des locaux base-vie, zones de stockages Au sein du bâtiment	LOT 01	LOT 01

Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.5 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

Aucun dispositif particulier hormis la clôture de chantier n'est prévu sur cette opération.

L'entreprise en charge de l'installation et de l'entretien de la clôture de chantier installera une signalétique type chantier interdit au public-défense d'enter-port des EPI adaptés obligatoire, au droit des accès au chantier et en rive du domaine public.

Le personnel de chantier doit être identifiable par le coordonnateur SPS: carte d'identification BTP. Si le personnel ne peut justifier de son appartenance à une entreprise, il sera exclu du chantier sur le champs. Chaque entreprise est responsable de l'accueil de ses salariés.

Chaque entreprise devra communiquer les consignes de sécurité à ses salariés.

Chaque entreprise, sous traitant inclus aura l'obligation avant même de rentrer sur le chantier de:

1 Réaliser une Visite d'inspection Commune avec le coordonnateur SPS, conformément au décret du code de travail R 4532-13

La prise de rendez-vous se fera 2 semaines avant la date souhaitée de la VIC.

2 La rédaction et la diffusion d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé, conformément au décret du code de travail R 4532-56 à R 4532-74.

Sans objection du coordonnateur SPS dans les 5 jours qui suivent la réception de ce document, l'entreprise pourra débiter ses travaux.

Chaque entreprise devra respecter les règles d'accès au sein du Tribunal Judiciaire.

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Carte d'identification professionnelle des salariés du BTP	Chaque salarié doit la détenir sur lui	Ensembles des intervenants	
Liste du personnel	-la liste du personnel doit figurer sur le PPSPS de chaque entreprise. -Le PPSPS doit être maintenu à disposition sur site	Ensemble des intervenants	

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.6 DIVERS

Dangers spécifiques liés à l'environnement du chantier.

Description générale

Chaque personne intervenant sur site doit être équipé d'EPI adapté à la tâche à réaliser et à l'environnement de chantier.

Exemples de risques:

Plusieurs entreprises interviendront en même temps: liste non exhaustive

-les entreprises devront prendre en compte les dangers et contraintes liés à la configuration et mettre les moyens nécessaires pour éviter les risques.

- le planning des tâches à exécuter sera élaboré de sorte à éviter au maximum toute coactivité. Si nécessaire, chaque entreprise neutralisera sa zone d'intervention.

-Toute superposition de tâches est interdite.

Risques électriques: liste non exhaustive

-S'assurer de la consignation des installations électriques du site (si existante)

-Aucun appareil ne doit rester sous-tension dans le périmètre de sécurité du chantier

-Mettre à la terre tous les accessoires de projection d'eau

-Ne pas utiliser des matériels ou matériaux défectueux

-Avoir des habilitations nécessaires.

-les installations électriques doivent-être vérifiées et validées par une personne habilitée

Risques chute de hauteur: liste non exhaustive

- Tous les équipements de protections doivent être mis en place en sécurité par un personnel formé.
- Tous les équipements de protections doivent être contrôlés maintenus conforme, nettoyés et entretenus régulièrement.
- Tous les équipements de travaux en hauteur doivent-être réglementaire, conforme et en bonne état (PIRL,échafaudage,...)
- Interdiction de travailler dans les zones dépourvues de protections collectives.
- Toutes les trémies et ouvertures doivent-être protégées mécaniquement.

Risques de chute de plain pied: liste non exhaustive

- Les chutes de plain pied sont souvent consécutives à une glissade ou à une perte d'équilibre
- les paramètres à prendre en compte pour évaluer le risque de chute par glissade sont l'état des sols au cours de l'intervention, la visibilité dans la zone d'intervention, la technique de travail utilisée.
- les paramètres à prendre compte pour évaluer le risque de chute par perte d'équilibre, sont la nature du travail réalisé, l'encombrement du sol, la fatigue de l'opérateur,....
- laisser les zones de circulations dégagés
- Chaque entreprise nettoie sa zone de travail
- S'assurer que les cheminements de circulation et d'intervention sont bien nettoyés et dégagés
- Placer les tuyaux de telle sorte que la zone de travail soit la plus dégagée possible
- Retirer et ranger les flexibles et/ou câbles qui ne sont pas ou plus nécessaires pour l'opération
- Ranger les outils, matériels et:ou matériaux non utilisés
- Utiliser des chaussures de sécurité à fort pouvoir antidérapant
- Utiliser des produits adaptés pour réduire la glissance du sol avant l'intervention en cas de présence de produits gras ou de verglas
- Bien signaler, repérer et protéger les irrégularités de sols et obstacles et les rendre bien visibles pour les opérateurs.
- Les zones de circulation et d'intervention doivent-être éclairées

Risques liés au bruit: liste non exhaustive

- Utiliser de préférence des véhicules et des équipements insonorisés
- Fournir et faire porter les équipements de protection auditive individuelle adaptés
- Lors d'une communication, garder un contact visuel avec son interlocuteur
- Se faire confirmer la compréhension des instructions données, par exemple par un langage des signes
- L'utilisation d'équipements de communication radio adaptés à une zone à risque doit être envisagée si nécessaire

Risques liés à la nature des produits (chimiques, incendie, explosion):liste non exhaustive

- Ne mettre en oeuvre que du matériel adapté aux zones à risque d'explosion
- Si présence de produit(s) non attendu(s)/non identifié(s): Suspendre l'intervention et baliser la zone
- Pas de coactivité dans les zones points chauds. Avoir un extincteur pour chaque tâche en point chaud.

D'autres risques liés à l'environnement de la zone de travail et moyens de prévention: liste non exhaustive

- Mise en place tout autour du périmètre de sécurité de panneaux d'interdiction d'accès avec signalisation claire et visible des dangers
- Visite préalable à effectuer pour effectuer la reconnaissance des lieux et déterminer les risques d'interférence
- Etablissement d'un PPSPS écrit reprenant en plus des risques propres, les risques d'interférence mis en évidence et précisant pour chacun de ces risques les mesures de prévention. Les responsabilités pour la mise en oeuvre de ces mesures ainsi que les principes de coordination sera déterminé dans les pièces marché.
- Le planning sera établi de sorte à éviter ou à limiter la coactivité

3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

Dispositions générale

Circulations des véhicules

Chaque entreprise est responsable des véhicules de livraison et informera ses fournisseurs des modalités d'accès au chantier

Un chef de manœuvre doit être désigné pour tout mouvement de véhicule et plus particulièrement en sortie de chantier.

Les zones d'évolution des engins seront balisées et sécurisées, par un moyen durable, pas de rubalise.

Entretien

Ces circulations seront maintenues en bon état d'usage pendant toute la durée du chantier

Déchargement

Des zones spécifiques accessibles seront à prévoir et figureront sur le plan d'installation de chantier du lot:.01.....

Stationnement

Un espace spécifique accessibles seront à prévoir et figureront sur le plan d'installation de chantier du lot:.01.....

Dispositions prises pour le guidage et les manœuvres des engins

Toute manœuvre d'engin sur la voie publique devra obligatoirement être réalisée sous la direction d'un chef de manœuvre chargé de diriger les mouvements de l'engin et de s'assurer que la zone est libre de tout obstacle et de la présence de public.

Circulations piétons

Disposition générale

Une circulation piétonne intérieure sera mise en place. Cette circulation doit permettre d'accéder aux installations de chantier (réfectoire, bureaux, sanitaires, etc...) aux parkings, aux portails d'entrée et de sortie du chantier et permettre à chacun de se rendre sur son poste de travail. L'entretien durant toute la durée du chantier sera assuré par le lot chargé des installations de chantier

Les abords et pieds de bâtiment seront maintenus propres sans dépôts de gravois ou matériaux, les aciers en attente seront crossés ou protégés.

Les puisards, cuvettes, regards seront protégés, ou fermés dès que possible. Les locaux, circulations, seront régulièrement nettoyées et débarrassés de tous matériaux.

De plus, toutes les circulations horizontales et verticales seront éclairées. Cette circulation sera prévue de façon à éviter les chutes de plain pied et toujours maintenue en bon état et d'une parfaite propreté. Elle sera également matérialisée par le titulaire.

3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

Description

Disposition générale

Pour les manutentions ne pouvant être qu'exécutées manuellement, le personnel doit être formé aux gestes et postures définis pour ces postes de travail.

Depuis les dispositions entrées en vigueur le 01/01/1993, la réglementation ne se borne plus à fixer des limites chiffrées de port des charges, mais oriente les principes de prévention liés à la manutention manuelle.

On doit obligatoirement éviter le recours à la manutention manuelle. Si le recours à la manutention manuelle ne peut être évité, on doit chercher à limiter l'effort physique et à réduire au maximum les risques encourus par les opérateurs.

Evaluer les risques (Poids de la charge, effort physique requis, caractéristique du milieu de travail, fréquence, distances et durées des manutentions)

-Organiser les postes de travail (Dans le P.P.S.P.S, prévoir par exemple, les méthodes d'approvisionnement et les techniques de travail, en fournissant des aides mécaniques ou, à défaut, des accessoires de prévention.

-Informers les opérateurs (centre de gravité de la charge, risques encourus lorsqu'il y a une mauvaise manœuvre, le poids de la charge ne doit pas dépasser 55 kg de manière habituelle.

-Former les opérateurs (gestes et postures, protections individuelles, formation au montage et démontage d'échafaudage, etc...)

Suivant les phases travaux, l'absence de moyen de levage mécanique sur le chantier ne devra en aucun cas générer des manutentions manuelles contraire à la loi.

Les camions de livraison devront être déchargeables.

Des engins mécaniques (treuils, monte-charges) devront être prévus pour distribuer matériels et matériaux aux différents étages.

Si besoin est, les entreprises s'équiperont d'engins mécaniques de manutention (transpalettes, diables etc...) afin d'éviter toute manutention manuelle excessive.

3.2.1 Moyens de levage et de manutention

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareux commandement de manoeuvre
-------------	--------------	-----------------------------------	-----------------	------------------------------------

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareaux commandement de manoeuvre
Camion auto-déchargeable	-Aire de stockage -En pied de façade	Ensembles des intervenants	Ensembles des intervenants	Appareaux de levage sous la responsabilité de l'entreprise utilisatrice

3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place

Grue à tour

Grue automotrice

Autres engins

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

Personnel utilisateur

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

Appareils de levage

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

Sécurisation des moyens de levage

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).

La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

Convention de prêt

Sans objet.

3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

Phasage et moyens prévus

- Chaque lot prévoit ses moyens de levage

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Lot chargé de la mise en place

Chaque lot

Lot chargé de l'entretien

Chaque lot

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
-Produits dangereux -Peintures	-Stockage dans le local ventilé -Utilisation de bacs de rétention. Ne pas stocker de produits incompatibles entre eux -Respect des consignes de sécurité -Consultation des FD (à maintenir sur place)	Container dédié avec identification	Obligatoire	Utilisation des E.P.I adaptés

3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Poste de travail	Tous les postes de travail	Quotidienne	Chaque lot pour ses propres tâches Chaque entreprise évacue ses déchets	Chaque lot pour ses propres tâches Chaque entreprise évacue ses déchets

Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.
- Elimination de déchets par brûlage.

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants

3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

3.5.1 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)

3.5.2 Travaux divers

Sans objet.

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Avec flamme ou à point chaud	Au sein du tribunal judiciaire	Lot ayant des travaux avec des points chaud	Permis à feu à établir avec le responsable de l'établissement	Extincteurs à poste Surveillance des travaux

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de danger et imminent détecté par le Coordonnateur SPS ou le maître d'oeuvre, sous la responsabilité du Maître D'Ouvrage, procéderont à un arrêt de tâche immédiat du poste de travail concerné.

L'entreprise, par l'intermédiaire du chef d'entreprise ou du chef de chantier désigné devra sans délai remettre en conformité son poste de travail.

En cas d'impossibilité technique de sécuriser sur le chant le poste de travail (manque de moyen humain ou matériel), l'entreprise concernée consignera sa zone de travail de manière à ne pas exposer les autres intervenants à une situation dangereuse.

Si nécessaire, le maître d'oeuvre fera appel à une entreprise extérieure aux frais de l'entreprise en défaut.

Voir prescriptions complémentaires du CCAP.

Nature des protections collectives

Les protections collectives installées par les entreprises devront être suffisamment dimensionnées et adaptée et solidaire de l'ouvrage de manière à ce qu'elles se révèlent efficaces et répondent à leur fonction première le cas échéant.

3.7 MUTUALISATION DES MOYENS

Les entreprises utilisant en commun des moyens et protections collectives (tels échafaudages, monte matériaux, escalier provisoire ou autres) devront procéder à la réception du matériel.

Cette réception fera l'objet d'un procès verbal définissant les modalités d'utilisation, d'entretien, et ou de modifications du matériel entre les parties concernées (monteur, fournisseurs et entreprises utilisatrices)

Nota:

Afin de prévenir des risques liés aux manutentions et dans le respect des principes généraux de prévention, les entrepreneurs sont fortement invités à se concerter pour parvenir à une utilisation partagée de moyens de manutention mécanisés adaptés et de recettes à matériaux. Les entrepreneurs pourront se concerter et organiser avec la maîtrise d'oeuvre le phasage de leurs interventions et livraisons pour permettre l'utilisation en communs des moyens de levage.

Disposition générale

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance	Utilisateur
Echafaudage intérieur	Sur poste de travail balisé en cas de coactivité	Maître d'oeuvre	Toute entreprise concernée	Entreprise propriétaire du matériel	A définir

3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Armoires secondaires	-Coffrets divisionnaires limitant l'emploi de prolongateur à 25,00 m -Un coffret minimum par étage et par cage d'escalier -Coffrets fixés au mur ou sur trépied	Dès la fin des élévations	Entreprise titulaire	Entreprise titulaire
Eclairage circulation verticale	Cages d'escalier	Installation de chantier	Entreprise titulaire	Entreprise titulaire
Eclairage circulation horizontale	Circulations	Installation de chantier	Entreprise titulaire	Entreprise titulaire
Eclairage poste de travail	Chaque poste de travail (120 lux minimum)	Toute tâche	Ensembles des intervenants	Ensemble des intervenants

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulation du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques (VIEL CHANTIER). Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation.

3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

Travaux superposés

Autant que possible, les travaux superposés seront interdits sans des mesures adaptées dans le calendrier des travaux. En cas d'impossibilité, l'entreprise travaillant en partie haute prendra les dispositions pour installer et obtenir les dispositifs destinés à assurer la protection des personnels situés en dessous. Chaque cas sera examiné par la maîtrise d'œuvre et le Coordonnateur SPS. D'une manière générale, avant de réaliser des travaux en hauteur (sur les façades notamment), les entreprises devront interdire la circulation du personnel en dessous et à l'aplomb de leur poste de travail. Cette interdiction d'accès sera assurée par la mise en place puis la maintenance de clôtures rigides (clôtures amovibles)

Protections liées à la superposition de tâches dans un lot

Quelle qu'en soit l'origine, le titulaire du lot devra mettre en place les mesures de protection nécessaires (plafelage, plinthes, balisage de zone, ...) et en assurera l'entretien et le démontage. Si l'origine vient de la configuration des locaux ou de la nature des prestations, le ou les lots réalisant les travaux les plus en hauteur auront en charge la mise en place des protections nécessaires. Si l'origine provient d'un retard, le titulaire du lot en retard mettra en place à ses frais les protections nécessaires à la sécurité des autres lots. L'utilisation de dispositifs de protection collectifs sera privilégiée plutôt que le recours aux protections individuelles. Les travaux générateurs de nuisances tels que bruit, émanation de vapeurs dangereuses ou de poussières seront dans la mesure du possible, réalisés dans des zones isolées. En cas d'impossibilité, il appartiendra à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants. L'utilisation d'engins à moteur thermique sera à proscrire dans les locaux confinés, insuffisamment aérés, au profit de l'utilisation de matériel à moteur électrique.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Travaux en hauteur	Lot ayant des travaux en hauteur	Travaux en hauteur	Utilisation de moyens d'accès conforme au code du travail	PIRLS Echafaudages

4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

Le chantier est situé dans l'enceinte du bâtiment cité Judicaire travaux en site occupé

- Le chantier devra être clos et indépendant en permanence
- Vérifier quotidiennement que le portail et les clôtures soient toujours en place et fermés après les heures ouvrables

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

5.2 CANTONNEMENTS

Le cantonnement sera réalisé dès le début du chantier et devra être conforme aux recommandations de la CRAMIF N°27.

En cas de présence de personnel féminin, prévoir des installations complémentaires spécifiques et exclusivement dédiées au personnel féminin (vestiaires, sanitaires).

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Vestiaires	Selon les besoins du chantier	Selon le P I C	Casiers Bancs Chauffage Eclairage	LOT 01	LOT 01	LOT 01
Réfectoire	Selon les besoins du chantier	Selon P I C	Evier, eau chaude et eau froide Micro-ondes Tables Chaises Chauffage Eclairage	LOT 01	LOT 01	LOT 01
Sanitaires	Hommes: 1 W-C et un urinoir pour 20 personnes. Femmes: 2 W-C pour 20 personnes	Selon P I C	-Ballon d'eau chaude -Chauffage -Douche encloisonnée -Lave-mains -Patères -Porte papiers et distributeurs essuie mains	LOT 01	LOT 01	LOT 01

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES

5.3.1 Mise en place bungalows

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

Lots concernés

Sans objet.

5.3.2 Cantonnement à étages.

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

5.3.3 Installation électrique

Désignation	Contrôle avant mise en exploitation	Contrôle périodique
Lot concerné	Entreprise titulaire	Entreprise titulaire

6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

Numéro d'appel en cas d'urgence

Général: 112

Pompiers-Tél: 18

Police-Tél: 17

Samu-Tél:15

6.1 ORGANISATION

De manière général et compte tenue de l'évolution de la technique, chaque lot doit mettre à disposition un téléphone mobile à ses employés.

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Liaison avec les secours	Selon la procédure en annexe du présent document	A annexer aux P.P.S.P.S	A afficher	Ensembles des lots
Secouriste	Selon les dispositions du code de travail	1 par équipe pour les travaux dangereux	Écusson sur vêtement et Stickers sur le casque	Ensembles des lots
Trousse de secours	A proximité des postes de travail	Veiller aux dates de péremption des produits	SO	Ensembles des lots
Extincteur chantier	A proximité de tous travaux par point chaud	Adapté aux risques	Signalisation réglementaire	Lot générant des points chaud

6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé

Sans objet.

6.2.2 Interdiction de fumer

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPA (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPA avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPA du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPA.

ANNEXES

SGAR LOT 6 - CITE JUDICIAIRE Le Mans

1 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE
72000 LE MANS

Liste des annexes
1 - Panneau : En cas d'accident

8.1 Panneau : En cas d'accident

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

18 **POMPIERS** OU **15** **SAMU**

A partir d'un téléphone portable, composez le : **112**

... Et dites :

1

ICI CHANTIER

A: LE MANS
RUE :1 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE

2

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3

SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés, dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas

4

DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : Bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

6

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message

7

Dans tous les cas, INFORMEZ QUALICONSULT SECURITE

Tél: 02.45.34.03.01 .